

Sommaire

- ✓ Activités du SP/DNP-GCA
- ✓ Activités de la CC/SAP
- ✓ Activités de la CCA
- ✓ Activités de la CFS
- ✓ Perspectives



(+227) 20.72.25.88.



sp.dnpgca@gmail.com

sap@intnet.ne

cca-pm@intnet.ne

cfs_ugt@yahoo.fr



<http://www.initiative3n.ne/>

<http://www.dnpgca.org>

<http://www.stat-niger.org>

<http://www.reca-niger.org>

<http://www.cilss.bf>

1. Principales réunions présidées par le SP/DNP-GCA

De décembre 2017 à janvier 2018, plusieurs réunions stratégiques ont été tenues avec divers partenaires, à savoir :



✚ La réunion du comité de pilotage de « l'étude sur la gestion de l'information par le DNP-GCA », le **13 décembre 2017**, présidée par le SP/DNP-GCA. L'étude s'inscrit dans le cadre de la Protection Sociale Adaptative (PSA) soutenue par la Banque mondiale avec le concours du DFID (Department for International Development) au Niger et des appuis fournis en matière de renforcement (financement additionnel) des capacités des institutions nigériennes. Elle bénéficie également de la participation du DNP-GCA. L'étude est réalisée par une équipe de quatre (4) consultants : Michiels Denis (coordination), De Jaeger Christophe, Aminou Tassiou et Souleymane Ibrahim. A l'issue de la réunion, les participants se sont accordés sur le processus de la conduite de ladite étude, qui durera six (6) mois et se fera en plusieurs phases. La première phase est consacrée au diagnostic des dispositifs de Suivi-Evaluation des entités du DNP-GCA (SP, CCA, SAP, CFS, PGRC-DU) ;

✚ La réunion de coordination des acteurs du Suivi-Evaluation des structures du DNP-GCA, le **28 décembre 2017**. Initiée par la Direction Suivi-Evaluation du SP/DNP-GCA, la réunion a permis d'échanger sur les modalités de collaboration des rapports, la méthodologie de collaboration du manuel de Suivi-Evaluation et le besoin en renforcement des capacités ;

✚ La réunion du Comité Elargi de Concertation (CEC) thématique, le **29 décembre 2017**, présidée par le SP/DNP-GCA et coprésidée par la représentante de la Délégation de l'Union Européenne au Niger. L'objectif de cette réunion était de présenter les résultats provisoires de l'étude sur les pratiques de ciblage et bonnes pratiques des acteurs des filets sociaux au Niger. Pilotée par Oxfam et financée par la CEDEAO, l'étude concerne trois pays sahélien (Burkina-faso, Mali et Niger) et vise à harmoniser les méthodes de ciblage dans l'espace ouest africain.

Au Niger, la méthodologie de l'étude s'est reposée sur une série de rencontres bilatérales avec les institutions concernées notamment les structures étatiques, les ONG, le Lasdel et les coopérations internationales. Il est ressorti qu'au Niger, les deux principales méthodologies de ciblage sont : le PMT et le HEA. En divers, il a été rappelé le chantier du Plan de Réponse Unique (PRU) : dans ce cadre, un comité de réflexion qui regroupera l'ensemble des acteurs concernés sera mis en place afin d'étudier la faisabilité de ce projet. En attendant, un Plan de Soutien sera élaboré par le DNP-GCA pour orienter toutes les actions de réponses aux crises en 2018 ;

- ✦ La réunion du Comité Elargi de Concertation (CEC), **le 10 janvier 2018**, présidée par le SP/DNP-GCA et coprésidée par la représentante de la Délégation de l'Union Européenne au Niger. L'ordre du jour adopté a comporté trois (3) points : le bilan de la Revue Après Action du Plan de Soutien 2017, la restitution des résultats de la première réunion annuelle du DNP-GCA et des points de divers ;
- ✦ La rencontre avec la mission de planification du nouveau projet GIZ d'appui au DNP-GCA, **le 10 janvier 2018**. Présidée par le SP/DNP-GCA, cette réunion a permis d'échanger sur les réalisations du projet GIZ/DNP-GCA en cours d'exécution et des attentes et besoins du prochain projet en cours d'élaboration. Au cours de cette séance, le plan d'activités de cette mission qui a séjourné au Niger du 14 au 24 janvier 2018 a également été partagé, amendé et validé ;
- ✦ La réunion du Comité Restreint de Concertation (CRC) Etat-Donateurs, **le 12 janvier 2018**, présidée par le SP/DNP-GCA et coprésidée par la représentante de la Délégation de l'Union Européenne au Niger. L'ordre du jour adopté a comporté : le plan de trésorerie, la planification des achats pour la reconstitution du SNS et des opérations de prévention de la réponse 2018, la situation des achats locaux 2018, l'examen de la proposition de remboursement du prêt SNS par l'OPVN et les divers. Cette réunion a été mise à profit par les uns et les autres pour échanger les vœux de nouvel an et présenter **le nouveau Directeur de Cabinet du Premier Ministre, Dr. Hamadou Adamou Souley**. Ce dernier a au nom de SEM Le Premier Ministre, félicité et encouragé les actions du DNP-GCA et a rassuré le CRC à s'occuper pour faire prospérer le partenariat au sein du DNP-GCA pour le bien être de la population nigérienne ;
- ✦ La réunion de restitution des résultats de la mission de planification du nouveau projet GIZ d'appui au DNP-GCA, **le 23 janvier 2018**, présidée par le SP/DNP-GCA. Cette réunion a permis d'échanger sur les constats de la mission dans le cadre de la mise en œuvre du projet en cours et des axes prioritaires du prochain projet ;
- ✦ La réunion du Comité Elargi de Concertation (CEC) thématique, **le 31 janvier 2018**, présidée par le SP/DNP-GCA et coprésidée par la représentante de la Délégation de l'Union Européenne au Niger. Il s'est agi au cours de cette réunion de présenter le Plan de Soutien aux populations vulnérables 2018 afin de l'enrichir avant sa soumission très bientôt au Gouvernement pour validation.





2. Relecture et finalisation du manuel de procédures administratives, comptables et financières du DNP-GCA

Dans le cadre de la relecture et de la finalisation du manuel des procédures administratives, comptables et financières du DNP-GCA, un atelier a été organisé à Dosso par le DNP-GCA, **du 14 au 16 Décembre 2017**. Présidé par le SP/DNP-GCA, Monsieur SALEY Saïdou, l'atelier a regroupé, outre les coordonnateurs et responsables techniques et financiers des structures du DNP-GCA, les 8 Secrétaires Permanents Régionaux (SPR) du DNP-GCA, le Directeur de Marchés Publics et de Délégations des Services Publics du Cabinet du Premier Ministre (DMPDSP/CAB/PM), le représentant de la Direction des Ressources Humaines du Cabinet du Premier Ministre (DRH/CAB/PM), le représentant de l'OPVN et le représentant de la Direction des Ressources Financières et Matérielles du Cabinet du Premier Ministre (DRFM/CAB/PM). A l'issue des trois (3) jours de travaux, l'atelier a formulé d'importantes recommandations dont l'amélioration des conditions de travail du personnel du DNP-GCA, compte tenu de la spécificité du DNP-GCA. Par ailleurs, un groupe de travail restreint a été mis en place pour prendre en compte ces recommandations. Les résultats des travaux de ce groupe ont été restitués aux responsables du DNP-GCA au cours d'une réunion tenue le 30 janvier 2018 dans la salle de réunion du DNP-GCA après un mois de travail. Les résultats définitifs seront soumis à l'approbation du CRC dans les prochains jours.

3. Formation en documentation et archivage des Observatoires de Suivi de la Vulnérabilité (OSV) et des Systèmes Communautaires de Prévention et de Réponses aux Urgences (SCAP-RU) des Communes de Bibiyergou, Sinder et Gotheye ainsi que des points focaux des Comités Sous Régionaux de Prévention et Gestion des Catastrophes et Crises Alimentaires (CSR/PGCCA) des départements de Gotheye et Tillabéri

Afin de pallier la faiblesse ou même l'absence d'un système de documentation et d'archivage au niveau des OSV et des SCAP-RU, le Projet GiZ d'appui au DNP-GCA à travers son champ d'actions N°3 a conduit une formation à l'endroit des personnes en charge de la gestion de fonds documentaires.

Cette formation s'est tenue du **15 au 16 décembre 2017** à Tillabéri et a regroupé une vingtaine de participants principalement les Secrétaires Généraux (SG) des OSV, les rapporteurs des SCAP-RU des communes de Bibiyergou, Sinder et Gotheye ainsi que les points focaux des CSR/PGCCA des départements de Gotheye et Tillabéri. Cette formation a été précédée par une mission d'état des lieux exhaustif de la documentation au niveau de ses communes par la Direction Régionale des Archives Nationales (DRAN) de Tillabéri et s'est déroulée en deux temps : une phase théorique en salle et une phase pratique au niveau des archives du SPR et de la DRAN de Tillabéri.

Les deux principaux résultats atteints par cette formation sont i) Le développement et la conception d'un système de classement et conservation adapté aux besoins identifiés et ii) l'initiation aux principes élémentaires de classement et d'archivage de documents. Cette formation a été assortie d'une feuille de route principalement axée sur la mise en œuvre des acquis de la formation avec notamment la reprise de l'archivage de toute la documentation déjà existante à cette date. Une mission de vérification et d'appui sera entreprise prochainement par la DRAN afin de s'assurer de l'effectivité de cette tâche et apporter l'appui nécessaire en cas de besoin éventuel.

4. Mission de planification du nouveau projet GIZ d'appui au DNP-GCA

Ayant séjourné **du 13 au 23 Janvier 2018** à Niamey, la mission d'expertes de la GIZ avait comme objectif de planifier le nouveau projet GIZ d'appui au DNP-GCA intitulé « Appui au Dispositif National ». Un des fruits des négociations bilatérales nigéro-allemande de mai 2017, le nouveau projet succèdera au projet en cours du même nom. Il sera mis en œuvre de **septembre 2018 à août 2021** avec une enveloppe de **3 millions d'Euros**. Il comprendra trois composantes dont (1) le renforcement des capacités du DNP-GCA, particulièrement dans les domaines de la communication et du Suivi et Evaluation, (2) l'appui à la déconcentration des activités du DNP-GCA aux niveaux régional et communal (région Tillabéri) et (3) l'appui au DNP-GCA dans le domaine de la réponse aux crises alimentaires (achats des vivres).



5. Participation du DNP-GCA au Comité Interministériel d'Orientation (CIO) de l'Initiative 3N

En rappel, le Comité Interministériel d'Orientation de l'Initiative 3N est un organe de concertation de haut niveau, ordonné par le Haut-Commissariat à l'Initiative 3N et présidé par son Excellence Monsieur Le Président de la République. Lors du dernier CIO **du 17 janvier 2018**, le DNP-GCA a présenté le bilan de mise en œuvre du plan de soutien aux populations vulnérables 2017 à travers ses différentes composantes (Vente à Prix Modérés, Distribution Gratuite Ciblée des vivres, Cash For Work, Food For Work, Cash Transfert, Aliments Bétail, etc.) ainsi que les résultats de la réunion d'évaluation de la situation alimentaire, nutritionnelle et pastorale tenue à Dosso du 20 au 23 décembre 2017 et organisée par la CC/SAP. A l'issue des échanges, il est ressorti que la mise en œuvre de ce Plan de Soutien a été appréciée par l'ensemble des populations, comme chaque année. Il a été demandé la poursuite des efforts et l'amélioration du ciblage des bénéficiaires. Le CIO a décidé de la conduite en 2018 d'un Plan de Soutien aussi ambitieux compte tenu des résultats de la campagne comparables à ceux de 2017. Le Plan de Soutien doit être élaboré et validé avant fin janvier 2018 pour démarrer sa mise en œuvre en février 2018. Concernant la reconstitution du Stock 2017-2018, à hauteur de 150 000 tonnes de céréales par l'OPVN, il est ressorti que 30 000 tonnes ont déjà été achetées, en partie, à travers les achats directs auprès des « petits producteurs ».

6. Rencontre avec ECHO

Le 19 janvier 2018, le DNP-GCA a reçu la visite du Chef de mission ECHO-Niger en perspective des projets que son institution projette de mettre en œuvre à travers certaines ONG pour répondre à la soudure 2018. A l'issue des échanges qui ont eu lieu entre ces deux institutions sous la présidence de la Coordinatrice de la CC/SAP, le DNP-GCA a été édifié sur les objectifs et axes prioritaires de ces projets et à formuler des recommandations pour une meilleure planification et mise en œuvre de ces projets.



7. Rencontre avec le Service de Coopération et d'Actions Culturelles de l'Ambassade de France au Niger

Le 24 janvier, une concertation entre le Service de Coopération et d'Actions Culturelles de l'Ambassade de France au Niger et le DNPGCA a été organisée avec pour objectif la lecture commune et l'appréciation des propositions de projets reçus par l'Ambassade de France au Niger au titre de l'Aide Alimentaire Programmée française 2018.



Flash-Infos de la Cellule de Coordination du Système d'Alerte Précoce (CC-SAP)

8. Résultats de la première réunion annuelle d'évaluation de la situation alimentaire, nutritionnelle et pastorale

Du **20 au 23 décembre 2017** s'est tenue dans la salle de réunion de l'Hôtel Toubal de Dosso, la réunion d'évaluation de la situation alimentaire, nutritionnelle et pastorale organisée par la CC/SAP et présidée par le SP/DNPGCA, Monsieur Saley Seydou. A l'issue des travaux, les résultats suivants ont été obtenus :

✚ Par rapport à la mise en œuvre des réponses du plan de soutien 2017 :

L'analyse de la réponse faite en 2017 a montré que, malgré une mobilisation importante des ressources pour soutenir les **1 847 000 personnes** en insécurité alimentaire sévère en période de soudure, le calendrier tardif de la mise à jour de la situation n'avait pas permis une pleine mobilisation des ressources. La Revue Après Actions de décembre 2017 a proposé d'anticiper cette réévaluation de la situation à partir du mois de **avril 2018**.

Sur un budget global du plan de soutien 2017 établi à **146 951 403 444 FCFA**, les réalisations financières s'élèvent à **123 906 888 800 FCFA**, soit un bon niveau de mobilisation et un taux de réalisation de **84 %**.

✚ Par rapport à l'analyse de la situation alimentaire, nutritionnelle et pastorale :

La campagne agropastorale 2017 a été marquée par des pauses pluviométriques et un arrêt précoce dans plusieurs zones. La production agricole 2017 a connu une légère baisse par rapport à celle de 2016. Elle est estimée à **5 853 010 tonnes**, soit une augmentation de **14 %** par rapport à la moyenne des cinq (5) dernières années. Le bilan céréalier brut dégage une production excédentaire tout juste en équilibre de **28 680 tonnes**.

La situation pastorale demeure préoccupante. En effet, le bilan fourrager présente un déficit de plus de **10 940 000 tonnes** de matières sèches nécessitant cette année encore une intervention importante dans ce domaine. D'ores et déjà, le Ministère de l'Élevage a estimé un besoin en aliment bétail de **24 000 tonnes**.

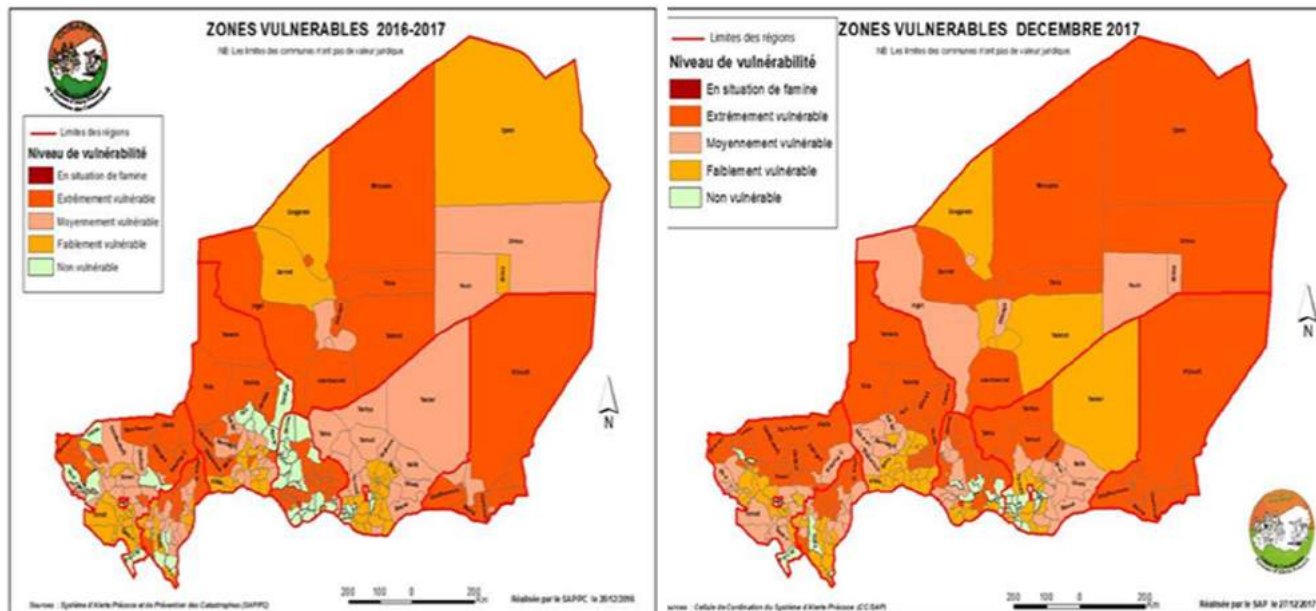
L'analyse des marchés des céréales fait ressortir des hausses atypiques des prix par endroits pour cette période post récolte. Comme en 2017, 2018 pourrait être marquée par des hausses anormales des prix des céréales sur les marchés à partir de février.

Sur le plan nutritionnel, la situation se caractérise par une baisse des admissions dans les centres de prises en charge au niveau national. Les résultats de l'enquête SMART réalisée dans la région de Diffa en octobre 2017 indiquent une légère dégradation de la situation nutritionnelle au niveau de cette région par rapport à 2016.

La situation sécuritaire dans la région de Diffa et les zones nord des régions de Tahoua et Tillabéri impacte toujours négativement les moyens d'existence des populations.

L'analyse de la situation alimentaire, nutritionnelle et pastorale fait ressortir globalement **162 zones extrêmement et moyennement vulnérables** regroupant 3.668 villages, campements et tribus contre 180 zones à la même période en 2016.

Cartes des zones vulnérables 2016-2017 et 2017-2018



Source : CC/SAP, 2018

A l'issue de la rencontre, les recommandations suivantes ont été formulées :

Au Gouvernement :

- “ Mettre à la disposition des groupes les plus vulnérables une assistance au moment opportun ;
- “ Accélérer la collaboration et la mise en œuvre d'un plan d'urgence pastoral au regard de l'important déficit fourrager enregistré cette année ;
- “ Renforcer le suivi des marchés et appuyer les systèmes d'information sur le marché (SIMA, SIMB) sur l'ensemble du territoire et particulièrement dans les zones à risque ;
- “ Assurer le financement de la collecte de données de qualité et fiables ;
- “ Assurer le suivi à tous les niveaux des opérations de vente de céréales à prix modéré ;
- “ Développer une stratégie de mobilisation des ressources nationales pour la prise en charge de la malnutrition.

Au DNP-GCA :

- “ Développer des outils et des méthodologies adaptées pour mieux apprécier les impacts des réponses au niveau des ménages (alimentation, revenu, scolarisation, nutrition) ;
- “ Harmoniser et mettre à jour les outils de collecte des données sur le terrain ;



- “ Réactualiser la fiche d'identification des zones vulnérables ;
- “ Renforcer et redynamiser les Comités Régionaux et les sous-comités Régionaux de PGCA pour une meilleure coordination dans la collecte des données et la mise en œuvre des réponses ;
- “ Poursuivre et harmoniser la mise en place des OSV et SCAP-RU dans toutes les communes ;
- “ Elaborer un plan de mise en œuvre et de suivi des recommandations issues des réunions.

Aux autorités administratives régionales et sous régionales (Présidents des CR et CSR/PGCA) :

- “ Renforcer le leadership des structures de l'État pour un fonctionnement optimum des cadres de concertation et de coordination au niveau décentralisé ;
- “ Veiller à la validation des données aux niveaux communal, départemental et régional avant la tenue des réunions nationales ;
- “ Garantir le respect des principes du ciblage géographique et des ménages vulnérables dans la mise en œuvre des réponses ;
- “ Renforcer la sensibilisation des responsables administratifs et coutumiers et des populations sur le ciblage géographique et des ménages vulnérables.

Aux Partenaires Techniques et Financiers

- “ Appuyer le mécanisme de coordination nationale de prévention et de réponses en renforçant le lien entre le niveau national et régional ainsi que le lien entre le niveau régional et sous régional ;
- “ Appuyer les systèmes d'information sur les marchés en charge du suivi de la situation des prix ;
- “ Poursuivre et renforcer les appuis aux systèmes d'information dans la collecte et l'analyse des données
- “ Encourager le partage d'informations, de bonnes pratiques et des leçons apprises dans le domaine de la sécurité alimentaire, nutritionnelle et pastorale ;
- “ Appuyer le Ministère en charge de l'Agriculture et de l'Élevage pour la réactualisation des indicateurs liés aux statistiques du cheptel.

8. Enquête de Vulnérabilité à l'Insécurité Alimentaire des Ménages

De décembre 2017 à janvier 2018, la CC/SAP en partenariat avec l'Institut National des Statistiques et la participation de l'ensemble des partenaires a conduit une « Enquête de Vulnérabilité à l'Insécurité Alimentaire des Ménages (EVIAM) » en milieu rural du pays. Les résultats issus de cette enquête sont disponibles auprès de la CC/SAP et ont été partagés dans les différents groupes de travail.

9. Réunion de restitution de la cinquième plateforme mondiale tenue à Cancun (Mexique) du 22 au 26 mai 2017

Le 27 décembre 2017 s'est tenue dans la salle des banquets de la Primature sous le lead de la CC/SAP, une réunion de la plateforme nationale de la réduction des risques de catastrophes. L'objectif est de restituer les travaux de la cinquième plateforme mondiale tenue à Cancun (Mexique) du 22 au 26 mai 2017. Présidée par Le Directeur de Cabinet du Premier Ministre et coprésidée par le SP/DNP-GCA, la réunion a vu la participation des membres de la plateforme nationale de la réduction des risques de catastrophes. Les travaux se sont déroulés en séance plénière consacrée à des présentations suivies d'échanges sur les différentes thématiques suivantes :

« DE
L'ENGAGEMENT
A L'ACTION »

5^{ème} plateforme
mondiale sur la réduction
des risques de
catastrophe



22-26 MAY, 2017 | CANCUN, MEXICO
2017 GLOBAL PLATFORM
FOR DISASTER RISK REDUCTION



- ✚ Objectifs de l'atelier ;
- ✚ Présentation sur les objectifs de développement durable (ODD) ;
- ✚ Présentation sur les accords de Paris sur le climat ;
- ✚ Présentation sur le cadre national des services climatiques (CNSC) ;
- ✚ Présentation sur le système d'alerte précoce aux risques climatiques ;
- ✚ Historique de la réduction des risques de catastrophes (RRC) ;
- ✚ Restitution des travaux de la plateforme mondiale

Au sortir de la rencontre, les membres de la plateforme nationale et celles des régions ont été édifiés sur les chantiers de la Réduction des Risques des Catastrophes (RRC) au niveau national et international et ont apprécié le niveau de mise en œuvre du cadre de Sendai. Des recommandations faites lors de la cinquième plateforme mondiale tenue à Cancun (Mexique) du 22 au 26 mai 2017, on peut retenir : la réalisation des infrastructures résiliente, le suivi du cadre de Sendai, l'amélioration de la préparation et de la réponse aux catastrophes, l'institutionnalisation des évaluations des besoins post catastrophe, la disponibilité et l'accès au système d'alerte précoce multirisques, l'élaboration de la stratégie national RRC et locale d'ici 2020, la cartographie des risques et leur modélisation, le renforcement de la résilience communautaire, la gouvernance de la Réduction des Risques des Catastrophes.

10. Etude HEA dans la zone pastorale de Abalak

Dans le processus de couverture des zones des moyens d'existence du Niger avec les études HEA enclenché par la CC/SAP et ses partenaires, une étude HEA a été initiée par la CC/SAP dans la zone pastorale sous le financement du projet ECOAGRIS. La phase terrain a été conduite entre décembre 2017 et janvier 2018.

L'étude permettra à terme de catégoriser les ménages de la zone en quatre (4) groupes socio-économiques (Très Pauvres, Pauvres, Moyens et Aisés) et d'identifier les sources de nourritures, de revenu et les dépenses de chaque groupe ainsi que les risques majeurs auxquels la zone fait face ainsi que les stratégies d'adaptation développées par les ménages.

Flash-Infos de la Cellule Crises Alimentaires (CCA)

11. Résultats de la Revue Après Actions de la mise en Œuvre du Plan de Soutien 2017

Organisée du **04 au 05 décembre 2017** à Dosso, la « Revue Après Actions » avait pour objectif la capitalisation et l'analyse des réponses faites en 2017 par le Dispositif et ses partenaires dans le cadre du plan de soutien aux populations 2017.

A l'issue des travaux, il est ressorti que :

- ✚ Sur un budget du Plan de Soutien 2017 de **146 951 403 444 F CFA**, le coût des réalisations a été estimé à **127 182 063 317 F CFA**, soit un taux de réalisation de **87 %**.
- ✚ Pour une cible initiale pendant la période de soudure estimée à **1 201 168 personnes**, **1 132 288 personnes** ont été touchées soit un taux de réalisation de **94,3 %**.
- ✚ Pendant la période pré-soudure les activités réalisées ont permis de toucher près de **97%** de la cible retenue (CFW et FFW).
- ✚ Par rapport à la cible révisée de **1 847 000 personnes**, le taux de réalisation est de **61 %** ;



Les leçons apprises et les bonnes pratiques se résument autour de :

- “ l'anticipation des activités de ciblage avant les distributions ;
- “ la sensibilisation sur différentes thématiques en même temps que les distributions de Cartes électroniques (ACF) ;
- “ l'approche multisectorielle qui se développe de plus en plus ;
- “ l'institutionnalisation des PDM à poursuivre (CCA, PAM, ONGō) avec harmonisation des méthodologies ;
- “ la récupération des espaces pastoraux à renforcer (cas de Mercy corps) ;
- “ la création de Partenariats entre ONG internationales et ONG nationales ;
- “ la création de Partenariats entre certains acteurs (PAM) et les Structures régionales (SPR) ;
- “ l'accompagnement de certaines modalités d'intervention sur le plus long terme (CFW, FFW) pour en assurer leur pérennité ;
- “ le suivi de la situation alimentaire par téléphone et nouvelles technologies (mVAM du PAM) ;
- “ le respect des mécanismes de coordination au Niger pour l'assistance alimentaire sous le lead du Gouvernement avec des acteurs qui s'alignent ;
- “ la complémentarité d'intervention entre les différents stocks RAS et SNS ;
- “ l'actualisation de la cible des populations vulnérables impactées par la hausse des prix des céréales ;

En conclusion, les recommandations suivantes ont été formulées :

✚ Sur le plan Opérationnel :

- “ Renforcer les capacités du DNP-GCA du niveau régional au niveau communautaire (réunions de coordination, suivi, capitalisation des données) ;
- “ Renforcer les mécanismes de suivi des opérations afin de s'assurer de leur effectivité sur le terrain ;
- “ Renforcer les capacités des ONG au niveau local ;
- “ Former/recycler tous les acteurs en méthode de ciblage HEA et autres thématiques assimilées ;
- “ Acheter et Pré-positionner les stocks tampons régionaux et sous régionaux à temps
- “ Renforcer la sensibilisation des populations pour faire mieux comprendre l'objectif du ciblage des ménages vulnérables ;
- “ Développer des outils et des méthodologies adaptés pour mieux apprécier les impacts des réponses au niveau des ménages (alimentation, revenu, scolarisation, nutrition) ;
- “ Encourager la production et la consommation des produits locaux adaptés (farines fortifiées) pour lutter contre la malnutrition.



✚ Sur le plan institutionnel :

- “ Développer une stratégie de mobilisation des ressources pour la prise en charge de la malnutrition par le gouvernement et les partenaires techniques ;
- “ Institutionnaliser les réunions périodiques de coordination à tous les niveaux ;
- “ Encourager la collaboration entre les acteurs des domaines de la SA et de la Nutrition pour une plus forte complémentarité des interventions ;
- “ Conduire une réflexion sur le ciblage pour faciliter l'application de la HEA dans les activités de ciblage des bénéficiaires ;
- “ Adapter les textes en matière de achats pour alléger les procédures et permettre une mise en place rapide des céréales sur le terrain ;
- “ Vulgariser le plan de soutien jusqu'au niveau opérationnel ;
- “ Renforcer les activités de suivi dans les opérations de réponse, notamment la vente à prix modéré ;
- “ Mobiliser davantage le budget national pour le financement des interventions liées à la prévention et à la gestion des crises alimentaires, pastorales et nutritionnelles ;
- “ Institutionnaliser la Revue Après Actions des réponses du Niger chaque année en lien avec les directives régionales du CILSS.

12. Formation des ONG opératrices dans le cadre du programme des bandes pare-feux 2018

Du **27 au 28 Décembre 2017** s'est tenu dans la salle de réunion de l'hôtel Oasis de Niamey l'atelier de formation des ONG opératrices dans le cadre du programme Bandes pare feux 2018 et du programme de la GIZ pour les immigrés dans le département d'Aderbissinat. Organisé par la Cellule Crises Alimentaires, cet atelier a vu la participation des cadres du DNP-GCA et des ONG retenues pour la mise en œuvre desdits programmes. L'objectif général de la session est de former les acteurs de mise en œuvre du programme bande pare feux 2018 (notamment les ONG) financé par la CCA pour une meilleure mise en œuvre de l'opération. En rappel, le programme de bandes pare-feux 2017 / 2018 de la CCA vise à réaliser 3500 km de bandes pare-feux sous la forme de cash for work pour un coût total de 400 000 000 F CFA dans les régions d'Agadez, Diffa, Dosso, Maradi, Tahoua, Tillabéry et Zinder.



A l'issue de la formation :

- Les ONG sont formées sur la gestion des microprojets et procédures des Projets d'Atténuation des Crises ;
- Les modalités de mise en œuvre de l'opération sont expliquées aux ONG retenues ;
- Les obligations des parties prenantes dans le cadre de la mise en œuvre de l'opération sont partagées ;
- Les procédures de collaboration et des justifications sont rappelées ;
- Les conventions de mise en œuvre des projets sont signées

13. Missions de lancement des activités du projet GIZ d'appui au DNP-GCA dans la région d'Agadez

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet GIZ d'appui au DNP-GCA dans la région d'Agadez, deux (2) missions ont été diligentées par la CCA en janvier 2018 dans ladite région afin d'expliquer les modalités de mise en œuvre des activités financées. Des échanges qu'a eu la mission avec les CSR/PGCA des localités concernées en présence des ONG opératrices, il est ressorti que :

- les objectifs de l'opération du programme des bandes pare feux sont expliqués;
- les objectifs assignés et visés par la GIZ sont expliqués;
- les niveaux de responsabilité de tous les acteurs sont connus;
- des recommandations et suggestions sont faites par les participants.



14. Atelier d'échange dans le cadre de la deuxième évaluation de la Charte pour la Prévention et la Gestion des Crises Alimentaires au Sahel et Afrique de l'Ouest

Dans le cadre de la deuxième évaluation de la Charte pour la Prévention et la Gestion des Crises Alimentaires au Sahel et Afrique de l'Ouest, **un atelier d'échange a été organisé le 11 janvier 2018 à Niamey sous le lead de la CCA.**

Cette deuxième évaluation (en cours) met l'accent sur « **l'analyse de la performance et de l'efficacité de la réponse aux crises alimentaires et nutritionnelles** ». Ainsi, l'évaluation tentera de saisir les opportunités sur les débats en cours pour proposer des normes / standards d'intervention capables d'améliorer l'impact des réponses alimentaires et nutritionnelles ainsi que des modalités de gouvernance adaptées.

Cette seconde évaluation se déroulera dans 7 pays (Burkina Faso, Gambie, Mali, Niger, Nigéria, Sénégal et Tchad) et dans chacun de ses 7 pays, un consultant national et un point focal ont été désignés. Un consultant international assure la coordination générale de l'activité dont le lancement a été donné lors d'un atelier tenu à Dakar (Sénégal) du 08 au 09 novembre 2017.

Flash-Infos de la Cellule Filets Sociaux (CFS)

Démarrage de la mise en œuvre du plan d'action du volet scolarisation du projet d'appui à la population et la sante (PAPS)

Au cours du mois de Décembre 2017, la CFS, Antenne Régionale de Tahoua a organisé des sessions de formation des COGES-ES et des Comités de Gestion des Plaintes (CGP) mis en place par le PFSA au niveau de 12 communes de ladite Région. Ainsi, 118 COGES (niveau Primaire), 23 COGES (niveau secondaire) et 117 CGP ont été formés. La formation a été assurée par les Responsables Accompagnements Communaux (RAC) du PFSA avec l'appui des conseillers pédagogiques. Les sessions de formations ont été supervisées par le RSE/AR/CFS/TA, les cadres régionaux de l'Enseignement Primaire et de l'Enseignement Secondaire ainsi que ceux de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant. Au niveau départemental, les structures



départementales précitées ont également participé à la supervision. Cette formation a été suivie de l'enregistrement des filles bénéficiaires des bourses et des kits scolaires et hygiéniques.



Perspectives

En perspectives, sur les deux mois à venir, les activités prévues par le DNP-GCA sont :

- La poursuite de la reconstitution du Stock National de Sécurité (SNS) par la CCA à travers les Achats Directs auprès des Petits Producteurs avec pour objectif l'acquisition de **10 000 tonnes** de mil et de sorgho en partenariat avec l'Office National de Produits Vivriers du Niger (OPVN) et le Réseau des Chambres d'Agriculture du Niger (RECA) et en ligne avec la Stratégie Nationale d'Achats Locaux aux Petits Producteurs adoptée en 2016 ;
- Le lancement de l'Opération des Ventes des Céréales à prix Modérés ;
- Le lancement du programme de récupération des terres 2017 /2018 avec la sélection des opérateurs et la mise en œuvre des travaux sur le terrain dès février 2017 ;
- La planification des activités de réponses hors soudure et soudure avec l'ensemble des partenaires (ONG de l'Alliance, PAM, etc.) et les activités de coordination
- Les rencontres techniques du DNP-GCA avec :
 - ✓ L'atelier de validation de la stratégie et plan de communication du DNP-GCA ;
 - ✓ L'atelier de planification 2018 des activités du DNP-GCA ;
- La tenue des instances statutaires du CILSS, du 02 au 07 février 2018 à Niamey. Un comité d'organisation de ces importantes rencontres a été mis en place par le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage. Le DNP-GCA est membre de la sous-commission « Communication-Information » ;
- La poursuite de l'étude sur la gestion de l'information au sein du DNP-GCA ;
- La poursuite du processus de élaboration du Registre Social Unifié (RSU) : Poursuites des rencontres bilatérales entre l'Expert National en Charge du RSU avec les partenaires afin de convenir d'un questionnaire unifié consensuel pour le RSU.